

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/CTE/W/182

IP/C/W/242

6 février 2001

(01-0574)

Comité du commerce et de l'environnement
Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce*

Original: anglais

DÉCLARATION DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (OMPI) SUR LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, LA BIODIVERSITÉ ET LES SAVOIRS TRADITIONNELS

La présente déclaration a été prononcée par l'OMPI à la réunion du Comité du commerce et de l'environnement des 24 et 25 octobre 2000, et elle est distribuée aux Membres à la demande de cette organisation.

I. INTRODUCTION

1. L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) est l'une des institutions spécialisées du système des Nations Unies (ONU). Elle a pour mission de promouvoir la protection de la propriété intellectuelle à travers le monde par la coopération des États, en collaboration, s'il y a lieu, avec toute autre organisation internationale. La notion de "propriété intellectuelle", définie dans la Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle de 1967, s'entend des droits relatifs:

- aux œuvres littéraires, artistiques et scientifiques;
- aux représentations des artistes interprètes et aux exécutions des artistes exécutants, aux phonogrammes et aux émissions de radiodiffusion;
- aux inventions dans tous les domaines de l'activité humaine;
- aux découvertes scientifiques;
- aux dessins et modèles industriels;
- aux marques de fabrique, de commerce et de service, ainsi qu'aux noms commerciaux et dénominations commerciales;
- à la protection contre la concurrence déloyale; et
- à tous les autres droits afférents à l'activité intellectuelle dans les domaines industriel, scientifique, littéraire et artistique.

2. L'OMPI, dont le siège est à Genève (Suisse), compte actuellement 173 États membres. Ses principales activités sont les suivantes:

- faciliter la conclusion de nouveaux traités internationaux et la modernisation des législations nationales;
- administrer plus de 20 traités internationaux dans les domaines du droit d'auteur, des droits connexes, des brevets, des dessins et modèles industriels et des marques;

* À sa réunion des 21 et 22 septembre 2000, le Conseil des ADPIC est convenu que les documents qui seraient distribués à l'avenir au Comité du commerce et de l'environnement en rapport avec le point 8 du programme de travail de ce Comité portant sur les dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC seraient distribués en même temps au Conseil des ADPIC (document IP/C/M/28, paragraphe 138).

- fournir des conseils et une assistance techniques aux pays en développement dans le cadre d'un important programme de coopération en faveur du développement;
- rassembler et diffuser des informations et donner des avis à un large éventail de parties; et
- assurer des services en vue de faciliter l'obtention de la protection des inventions, des marques et des dessins et modèles industriels pour lesquels une protection dans plusieurs pays est souhaitée, par exemple au titre du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) de 1970, de l'Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins et modèles industriels de 1925, de l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques de 1891 et de son Protocole de 1989.

II. OMPI, BIODIVERSITÉ ET SAVOIRS TRADITIONNELS: 1998-1999

3. Depuis l'exercice biennal 1998-1999, l'OMPI s'est attachée à rechercher de nouvelles solutions pour résoudre les problèmes de propriété intellectuelle liés au commerce et à l'environnement. En particulier, le programme principal 11 du Programme et budget de l'OMPI, intitulé "Questions mondiales de propriété intellectuelle", contient un sous-programme dont le thème est "Biotechnologie et biodiversité". La présente section propose un résumé des activités menées dans le cadre de ce programme principal consacré à la propriété intellectuelle en rapport avec la biodiversité et les savoirs traditionnels.

4. En 1998, l'OMPI a entamé une nouvelle série d'activités destinées à étudier les aspects de la protection des savoirs traditionnels qui relèvent de la propriété intellectuelle. Le principal objectif de ces activités menées au titre du Programme et budget de l'OMPI pour l'exercice biennal 1998-1999 a été de recenser et d'étudier les besoins et attentes des détenteurs de savoirs traditionnels en matière de propriété intellectuelle afin de renforcer le rôle du système de la propriété intellectuelle dans leur développement social, culturel et économique.

5. Pendant l'exercice biennal 1998-1999, le programme de l'OMPI visait à définir cette question, reconnaissant la nécessité de procéder à un travail théorique préalable et de recueillir systématiquement des éléments d'information pour évaluer les aspects de la protection des savoirs traditionnels qui relèvent de la propriété intellectuelle et pour définir la portée des travaux futurs de telle sorte qu'il soit tenu compte des intérêts de toutes les parties intéressées. À cette fin, des activités très diverses ont été menées par l'OMPI en 1998 et en 1999, dont on retiendra les suivantes:

- a) En juillet 1998 et en novembre 1999, l'OMPI a organisé deux tables rondes en vue de permettre un échange de vues entre les décideurs politiques, les populations autochtones et d'autres détenteurs de savoirs traditionnels sur une application plus effective du système de propriété intellectuelle en vue de protéger les savoirs traditionnels et autochtones. Les listes des participants, les programmes et documents concernant ces tables rondes peuvent être obtenus auprès du Bureau international de l'OMPI et consultés sur son site Web (<www.wipo.int/traditionalknowledge>).
- b) L'OMPI a entrepris, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), un projet de documentation *in situ* sur le rôle des droits de propriété intellectuelle dans le partage des avantages découlant de l'utilisation des savoirs traditionnels et des ressources biologiques qui leur sont associées. Il a abouti à trois monographies qui ont été soumises conjointement par l'OMPI et le PNUE à la cinquième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB), qui s'est tenue à Nairobi (Kenya), du 15 au 23 mai 2000. Ces études ont porté sur des cas où les droits de propriété intellectuelle étaient utilisés à des fins de partage des

avantages, en Inde, au Mali et au Nigéria, et qui font partie intégrante d'une étude plus vaste entreprise conjointement par l'OMPI et le PNUE sur le rôle des droits de propriété intellectuelle dans le partage des avantages découlant des ressources biologiques et des savoirs traditionnels qui leur sont associés. Les données d'expérience rassemblées permettront peut-être de tirer des enseignements sur la manière dont une protection effective des droits de propriété intellectuelle peut contribuer à la mise en œuvre de la CDB en ce qui concerne le partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources biologiques et des savoirs traditionnels qui leur sont associés.

- c) De juin 1998 à novembre 1999, l'OMPI a effectué neuf missions d'enquête dans 28 pays, dans le Pacifique Sud, en Afrique orientale et australe, en Asie du Sud, en Amérique du Nord, en Amérique centrale, en Afrique occidentale, dans les pays arabes, en Amérique du Sud et dans les Caraïbes. Ces missions devaient permettre à l'OMPI de se faire directement une idée des besoins et des attentes des détenteurs de savoirs traditionnels en ce qui concerne la protection de leurs savoirs. Bien que les besoins en matière de propriété intellectuelle des détenteurs de savoirs traditionnels aient été évoqués dans de nombreuses tribunes internationales, les organisations internationales n'ont à ce jour jamais tenté d'évaluer systématiquement ces besoins à l'échelle mondiale en réunissant des éléments d'information à ce sujet. En tant qu'institution spécialisée des Nations Unies chargée de promouvoir la propriété intellectuelle, l'OMPI a effectué des missions d'enquête dans le cadre de son étude des solutions qui sont actuellement retenues, ou qui pourraient l'être à l'avenir, pour assurer la protection des droits de propriété intellectuelle des détenteurs de savoirs traditionnels.

Des comptes rendus circonstanciés de toutes les missions ont été remis directement aux détenteurs des savoirs et aux autres informateurs sous forme de rapports provisoires. Les rapports sur les neuf missions d'enquête peuvent être obtenus auprès du Bureau de l'OMPI et consultés sur son site Web (<www.wipo.int/traditionalknowledge>).

Un projet de rapport général sur toutes les missions d'enquête a été publié et est mis à la disposition du public sous forme d'appel à commentaires jusqu'au 15 décembre 2000. Il recense les principaux besoins et attentes en matière de propriété intellectuelle identifiés par l'OMPI pendant ses missions d'enquête sur la protection des savoirs traditionnels. Il est soumis aux commentaires du public, sous forme électronique, sur le site de l'OMPI à l'adresse suivante: <www.wipo.int/traditionalknowledge>, et sur papier. Après le 15 décembre 2000, les commentaires reçus seront pris en considération dans l'élaboration du rapport final qui sera publié en 2001.

- d) En coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'OMPI a organisé quatre consultations régionales sur la protection des "expressions du folklore". Les consultations devaient permettre aux États membres de l'OMPI d'échanger leurs vues, de clarifier certaines questions et de donner des orientations pour les travaux futurs de l'OMPI relatifs à la protection du folklore. Les recommandations, résolutions et autres documents issus de ces consultations peuvent être obtenus auprès du Bureau international de l'OMPI et sur son site Web (<www.wipo.int/traditionalknowledge>).

- e) Le caractère interdisciplinaire des questions à l'étude a amené l'OMPI à participer à d'autres activités et réunions internationales consacrées à des sujets comme la sécurité alimentaire, l'agriculture, l'environnement, les populations autochtones, le développement durable, le commerce, la culture et la biodiversité. Celles-ci ont été organisées pour la plupart par des agences intergouvernementales du système des Nations Unies et certaines organisations nationales, régionales et non gouvernementales.

III. OMPI, BIODIVERSITÉ ET SAVOIRS TRADITIONNELS: 2000-2001

6. Les études menées par l'OMPI en 1998 et 1999 ont montré que les savoirs traditionnels représentaient une source abondante de créativité et d'innovation. Les questions à aborder sont cependant complexes et, afin de favoriser une meilleure compréhension et un plus large consensus, le programme de travail de l'OMPI pour l'exercice biennal 2000-2001 doit aller au-delà de la recherche et du recensement des difficultés en tentant de répondre aux problèmes conceptuels fondamentaux et en mettant en œuvre des solutions pour protéger les savoirs traditionnels. Ce programme répond à plusieurs besoins et attentes recensés en 1998 et en 1999 et propose de mettre en œuvre les activités suivantes:

- a) Élaboration de documents d'information sur les solutions qu'offre le système de propriété intellectuelle existant pour la protection des savoirs traditionnels

7. Ces documents fourniront des renseignements pratiques sur les solutions offertes par le système de propriété intellectuelle pour la protection des savoirs traditionnels. Ils seront destinés à deux principaux groupes cibles: les détenteurs de savoirs traditionnels et les offices nationaux de propriété intellectuelle chargés d'administrer le système de propriété intellectuelle dans chaque pays. Ils constitueront la base des activités de formation de l'OMPI liées aux savoirs traditionnels, notamment des ateliers nationaux dont il est question ci-dessous. C'est aussi sur ces documents que sont basés les cours d'enseignement à distance sur la propriété intellectuelle et les savoirs traditionnels dispensés par l'OMPI. Le programme d'enseignement à distance de l'Académie mondiale de l'OMPI fait largement appel aux technologies de l'information et à Internet, proposant de nouvelles méthodes d'enseignement, des contenus parfaitement adaptés aux besoins des intéressés, des outils d'évaluation, et est capable de toucher un large public. L'enseignement se déroule dans l'environnement virtuel du site Web de l'Académie mondiale de l'OMPI, à l'adresse suivante: <<http://academy.wipo.int>>. Des informations complémentaires sont disponibles sur ce site. Les documents seront également utilisés dans le cadre des ateliers de formation de l'OMPI consacrés au système de propriété intellectuelle et à la protection des savoirs traditionnels. Les ateliers fourniront des renseignements et assureront une formation en ce qui concerne le système de propriété intellectuelle et la protection des savoirs traditionnels aux détenteurs de ces savoirs et à d'autres personnes au niveau local, ainsi qu'aux offices nationaux de propriété intellectuelle. Le thème de la protection des savoirs traditionnels est désormais presque toujours inclus, outre dans ces ateliers, dans les programmes de nombreuses activités organisées par le Secteur de la coopération pour le développement de l'OMPI.

- b) Information en matière de propriété intellectuelle, formation et normes pour la documentation sur les savoirs traditionnels

8. Cette activité devrait donner deux résultats concrets: i) elle permettra dans le cadre d'initiatives en matière de documentation sur les savoirs traditionnels de gérer les droits de propriété intellectuelle au cours du processus de documentation, et ii) elle permettra aux offices nationaux de propriété intellectuelle d'intégrer la documentation sur les savoirs traditionnels obtenue grâce à ces initiatives dans les procédures de dépôt, d'examen et d'octroi des droits de propriété intellectuelle qu'ils appliquent dans le cadre du système existant de propriété intellectuelle. S'ils intégraient par

exemple la documentation sur les savoirs traditionnels dans les procédures existantes et dans les systèmes d'information en matière de propriété intellectuelle, ces offices pourraient inclure la documentation des savoirs traditionnels dans leurs recherches sur l'état de la technique lorsqu'ils étudient les demandes de brevets relatives à des inventions fondées sur des savoirs traditionnels. Il en résulterait des documents d'information pratiques sur la gestion des droits de propriété intellectuelle au cours du processus de documentation, qui indiqueraient comment procéder et seraient à la disposition des utilisateurs ayant des connaissances limitées dans le domaine de la propriété intellectuelle. Ces documents seraient utilisés dans les ateliers de formation pratique consacrés à la gestion des droits de propriété intellectuelle et destinés aux communautés et aux principales institutions de documentation. Les ateliers viseraient à créer des liens entre les communautés, les initiatives en matière de documentation et les offices nationaux de la propriété intellectuelle de façon à engager un processus de coopération entre ces offices et les initiatives de documentation sur les savoirs traditionnels au niveau national.

- c) Étude pratique d'exemples concrets de recherche de protection de savoirs traditionnels dans le cadre du système de propriété intellectuelle et publication des enseignements tirés

9. Cette étude permettra de réunir des informations pratiques sur des communautés autochtones et locales, choisies à titre d'exemples particuliers et concrets, ayant mis à profit ou tenté d'utiliser le système de propriété intellectuelle pour protéger leurs savoirs traditionnels ou pour défendre leurs intérêts en ce qui concerne l'application commerciale et l'utilisation de leurs savoirs traditionnels. Cette activité donnera notamment des détails concrets sur les difficultés et le succès rencontrés dans l'application du système de propriété intellectuelle aux savoirs traditionnels, sur les enseignements tirés et les divergences constatées entre les besoins recensés des détenteurs de savoirs traditionnels et la protection prévue par le système existant de propriété intellectuelle.

- d) Études sur les possibilités d'application du droit coutumier aux savoirs traditionnels

10. Les détenteurs des savoirs traditionnels ont recours à la fois au système de droit coutumier et au système de droit moderne, qui peuvent tous deux s'appliquer à leurs savoirs. Les relations, similarités et différences qui existent entre le droit coutumier et le système de droit moderne nécessitent un effort de compréhension et de gestion. Les études prévues viseraient à gérer la relation entre les conceptions coutumières et modernes de la protection des droits de propriété intellectuelle appliquée aux savoirs traditionnels. Elles permettraient de recenser les systèmes de droit coutumier et les conceptions culturelles qui y sont associées pour ce qui concerne la protection des savoirs traditionnels, et à voir comment le système de propriété intellectuelle pourrait reconnaître et utiliser le droit coutumier pour gérer les rapports avec les détenteurs des savoirs traditionnels.

- e) Projet pilote sur l'acquisition, la gestion et l'application collectives des droits de propriété intellectuelle sur les savoirs traditionnels

11. L'un des problèmes qui existent dans le domaine de la propriété intellectuelle relative aux savoirs traditionnels est la nature collective de la création et de la propriété de ces savoirs. Ce projet traiterait en particulier cette question en envisageant des solutions pour l'acquisition, la gestion et l'application collectives des droits de propriété intellectuelle par des associations de détenteurs de savoirs traditionnels. Il permettrait d'étudier la capacité d'une communauté donnée ou d'une association de détenteurs de savoirs traditionnels à acquérir, à exercer et à appliquer collectivement tous les droits de propriété intellectuelle pertinents pour le compte des détenteurs de ces savoirs.

IV. COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL DE L'OMPI SUR LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE RELATIVE AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES, AUX SAVOIRS TRADITIONNELS ET AU FOLKLORE

12. Suite aux débats que tiennent les États membres de l'OMPI sur le thème de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques depuis septembre 1999, l'Assemblée générale de l'OMPI, à sa vingt-sixième session qui a eu lieu du 26 septembre au 3 octobre 2000, a décidé que soit créé un organe distinct au sein de l'OMPI pour faciliter les discussions entre les États membres et que, la réflexion englobe aussi, en plus de la question des ressources génétiques, les résultats des travaux déjà menés par l'OMPI dans les domaines connexes que sont les savoirs traditionnels et les expressions du folklore. À cette fin, les États membres ont décidé de créer un Comité intergouvernemental sur la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore.

13. Le Comité intergouvernemental constituera pour les États membres un cadre où poursuivre leurs échanges de vues sur les trois thèmes principaux qu'ils ont recensés au cours de leurs consultations, à savoir les questions de propriété intellectuelle que soulèvent i) l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages qui en découlent; ii) la protection des savoirs traditionnels, associée ou non à ces ressources; et iii) la protection des expressions du folklore.

14. Le Comité intergouvernemental sera ouvert à tous les États membres de l'OMPI. Comme il est d'usage dans les organes de l'OMPI, il est proposé que les organisations intergouvernementales compétentes ainsi que les organisations internationales et les organisations non gouvernementales régionales accréditées soient invitées à y participer en qualité d'observateurs. Le Comité devrait tenir sa première session au printemps 2001.

V. CONCLUSION

15. L'OMPI reconnaît que les droits de propriété intellectuelle peuvent présenter un intérêt dans les domaines du commerce et des politiques environnementales. En sa qualité d'institution des Nations Unies chargée de la protection de la propriété intellectuelle, elle est à même de fournir des informations techniques précises sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et à l'environnement. Depuis 1998, ses travaux visent à rassembler de telles informations et à les communiquer aux intéressés, notamment en ce qui concerne la pertinence de la propriété intellectuelle pour la biodiversité et les savoirs traditionnels. Sur demande écrite, l'OMPI peut fournir au Comité du commerce et de l'environnement des informations générales touchant à la propriété intellectuelle.
